

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 13/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

RECYCL AUTOS

RUE DE LA NOYE
90170 Anjoutey

Références : UID257090/SPR/YB/ST 2023 - 0525A
Code AIOT : 0003301649

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/03/2023 dans l'établissement RECYCL AUTOS implanté Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 Anjoutey. L'inspection a été annoncée le 10/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de site

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RECYCL AUTOS
- Rue de la Noye Zone Artisanale 90170 Anjoutey
- Code AIOT : 0003301649
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Récupération de VHU, dépollution sur site avec stockage temporaire puis transport chez des broyeurs agréés

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets aqueux
- condition de stockage des produits

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	ARTICLE 2.2.2. « Rétentions »	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	ARTICLE 2.2.3. « collecte des eaux pluviales »	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.3	/	Sans objet
3	ARTICLE 2.2.5. « Valeurs limites de rejet. »	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.5	/	Sans objet
5	ARTICLE 2.2.6. « Sols et sous-sol » suite	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.6 suite	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	ARTICLE 2.2.6. « Sols et sous-sol »	Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a été conduite suite à une demande du maire de la commune d'Anjoutey portant sur le contrôle de la qualité des rejets aqueux du site.

L'inspection réalisée a ainsi mis en évidence 2 points de vigilance qui doivent être pris en compte.

1- Concernant la surveillance du niveau de qualité des eaux attendu au niveau du point de rejet,

2- Concernant le suivi des eaux souterraines via une campagne quadriennale à reconduire pour les années à venir.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.2
Thème(s) : Produits chimiques, CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Rétentions » en lieu et place des dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :1. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;+ 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :+ dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;+ dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;«dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.Les réservoirs où récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention,Le stockage des liquides inflammables ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche est équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement</p> <p>Constats : Los de l'inspection nous avons relevé les dispositions suivantes mises en œuvre par l'exploitant:</p> <ul style="list-style-type: none"> -aucun stockage de produits liquides collectés n'est réalisé à l'extérieur du bâtiment couvert, -les liquides collectés lors du démontage des VHU sont stockés en cubitainers (volume unitaire de 1,1m3). <p>Les cubitainers sont placés soit individuellement au-dessus d'une rétention individuelle (volume égal au cubitainer) ou par deux sur une rétention répondant aux règles de volume applicable 100% (du volume d'un cubitainer.)</p> <ul style="list-style-type: none"> -le carburant pour les engins de manutention des VHU est stocké en réservoir, placé sur rétention et à l'intérieur du bâtiment couvert, -les lubrifiants utilisés pour les engins sont conditionnés en fûts et placés sur aire étanche (intérieur du bâtiment couvert , muni d'un sol étanche qui ne présentent pas de fracturations) mais ne sont pas placés sur une rétention spécifique d'un volume adapté. <p>L'exploitant devra veiller à placer tous les fûts correspondants à des lubrifiants utilisés pour les engins et équipements sur des rétentions spécifiques, sous le délai maximal de 15 jours compté à réception du présent rapport.</p> <p>L'exploitant dispose sur le site de produits absorbants en cas d'épandage de liquides et les eaux de ruissellement sont collectées par un réseau interne et dirigées vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : ARTICLE 2.2.3. « collecte des eaux pluviales »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Collecte des eaux pluviales ». En lieu et place des dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les aires d'entreposage, les voies de circulation, aires de stationnement des Véhicules Hors d'Usage non dépollués, de chargement et déchargement, aires de stockages de produits polluants, et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat (débourbeur-déshuileur) permettant de traiter les polluant en présence. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois tous les 6 mois, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne pourra pas excéder un an. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le site est entièrement muni d'une dalle bétonnée, ceinturée par un muret bétonné permettant de constituer une aire de rétention avec collecte des effluents vers un décanteur-séparateur d'hydrocarbures. La dalle bétonnée ainsi que le muret périphérique apparaissent être en bon état. Le décanteur-séparateur permet également de traiter les effluents éventuels issus du bâtiment couvert présent sur le site. Le nettoyage du décanteur-séparateur d'hydrocarbures a été effectué le 6 février 2023 par la Sté SARP basée à Mandeure (25) (justificatif fourni par l'exploitant lors de la visite d'inspection). L'ensemble des VHU sont par conséquent stockés sur aire bétonnée.
Observations : L'exploitant devra envoyer à l'Inspection des installations classées, sous le délai maximal de 15 jours compté à réception du présent rapport, le descriptif technique du décanteur-séparateur d'hydrocarbures faisant apparaître en particulier le calcul du dimensionnement de l'équipement par rapport à la surface collectée et les débits reçus selon les niveaux de pluviométrie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : ARTICLE 2.2.5. « Valeurs limites de rejet. »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Valeurs limites de rejet. » En lieu et place des dispositions de l'article 31 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé, l'exploitant respecte les prescriptions suivantes :10Valeurs limites de rejet.Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires et pluviales susceptibles d'être polluées font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>1. Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel (cas des eaux de pluies collectées sur la surface de stockage des V.H.U non dépollués):</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH : 5,5-8,5 - température : < 30 °C - Matières en suspension : 35 mg/l - DCO : 125 mg - DBO5 : 30 mg - Chrome hexavalent : 0,005 mg - Plomb : 0,002 mg/l - Hydrocarbures totaux : 5 mg/l - Métaux totaux : 1,5 mg.Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg,Fe, Al. <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Constats : L'exploitant nous a remis lors de l'inspection le rapport d'analyses des eaux issues du site (après traitement interne) effectuées par le laboratoire EUROFINS le 20/12/2022.</p> <p>Ce rapport fait apparaitre des dépassements de valeurs limites d'émission autorisées (VLE) en particulier pour les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> -MES : mesuré à 710 mg/l -DBO5: mesuré à 42 mg/l -métaux totaux: somme mesurée à 17,17 mg/l (en tenant compte des métaux à concentration inférieure à LQ) -hydrocarbures (indice hydrocarbures, méthode interne Eurofins): mesuré à 7,29 mg/l <p>Non conformité N°1:</p> <p>compte tenu des dépassements constatés par rapport aux valeurs limites d'émission, l'exploitant devra faire réaliser un nouveau contrôle de la qualité des rejets aqueux du site, sous le délai maximal de 30 jours compté à réception du présent rapport.</p> <p>Le rapport d'analyses correspondant devra être communiqué sans délai à l'Inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant devra communiquer à l'Inspection des installations classées un rapport précisant les causes possibles des dépassements constatés et les remèdes à apporter afin d'éviter de nouveaux dépassements des valeurs limites.</p> <p>Ce rapport devra être communiqué sous le délai maximal de 30 jours compté à réception du présent rapport</p> <p>En cas de non-conformité réitérée sur ce nouveau contrôle il sera proposé une mise en demeure de l'exploitant pour mise en conformité de l'équipement afin de permettre l'atteinte des objectifs prescrits ainsi que l'arrêt du rejet des effluents vers le milieu naturel.</p>

Observations : L'exploitant nous a indiqué lors de l'inspection, le projet visant à l'acquisition du chemin d'accès au site avec mise en place d'un enrobé et d'un second décanteur-séparateur d'hydrocarbures.

Ce second décanteur-séparateur sera branché sur la sortie du premier équipement installé au sein du site actuel.

Dans l'objectif de permettre le respect des VLE prescrites (cf non-conformité N°1), il convient que l'exploitant veille à l'avancement rapide du projet car étant de nature à améliorer le traitement des effluents issus du site et le respect des VLE fixées pour le rejet au milieu. L'exploitant fera parvenir à l'Inspection des installations classées, dans les meilleurs délais, le planning prévisionnel des travaux ainsi que le dimensionnement du décanteur-séparateur prévu pour le traitement des effluents (provenant du chemin d'accès nouvellement aménagé et effluents issus du site provenant du traitement effectué par le décanteur-séparateur actuel).

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : ARTICLE 2.2.6. « Sols et sous-sol »

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article 2.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant propose au préfet, avant le 30 octobre 2018 un programme de surveillance des sols et des eaux souterraines, établi conformément à la prestation « Conception de programmes d'investigation ou de surveillance »(CPIS) de la norme NF X 31-620 partie 2. Ce programme est mis en place dans un délai de 3 mois à compter de la réception de l'avis favorable du Préfet, Dans le programme de surveillance proposé, devra à minima figurer la présence de 3 piézomètres (1 en amont, 2 en aval du site), et le suivi des paramètres hydrocarbures dissous et BTEX, à une fréquence semestrielle (période de hautes eaux et basses eaux). Dans le cadre du suivi des piézomètres, les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site. Dans le cadre du programme de surveillance proposé, et au moins une fois par an, le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyses une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats des analyses, accompagnés de commentaires, avant le 15 du mois qui suit chacun des deux semestres de l'année {le 15 janvier, et le 15 juillet}, ainsi que l'historique des problèmes qui auraient pu être rencontrés lors des prélèvements et une copie des fiches de résultats du laboratoire. L'exploitant conserve les documents sous format papier et les tient à la disposition de l'inspection des installations classées sur une durée de cinq ans. L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans, et pour la première fois 4 ans après première mesure de surveillance effectuée (minimum 8 campagnes de surveillance), un bilan de l'autosurveillance des eaux souterraines réalisée sur la période quadriennale écoulée, ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant, réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance. La création d'ouvrages de surveillance des eaux souterraines respecte les prescriptions définies ci-dessous : Lors de la réalisation d'un ouvrage de contrôle des eaux souterraines, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface, notamment par un aménagement approprié vis-à-vis des installations de stockage ou d'utilisation de substances dangereuses.</p>
<p>Constats : Le site est équipé de 3 piézomètres (repérés PZ1, situé en amont hydraulique, dans le secteur proche du décanteur-séparateur HC et PZ2 et PZ3 qui sont situés en aval hydraulique du site).</p> <p>L'implantation de ces piézomètres a été réalisée sur la base d'une étude hydrogéologique datant de 2018.</p> <p>La nappe alluviale rencontrée est vulnérable mais ne fait pas l'objet d'une exploitation AEP.</p> <p>Le toit de la nappe se situe à une profondeur de 389,98 NGF soit à une profondeur de 3,5m sous le terrain naturel.</p> <p>Les piézomètres sont munis de fermetures verrouillées.</p>
<p>Observations : A noter que suite à des travaux au niveau du décanteur-séparateur HC dans le secteur proche de l'implantation du PZ1 (piézomètre amont), le revêtement béton n'a pas encore été totalement rétabli.</p> <p>L'exploitant devra veiller à reconstituer dans les meilleurs délais ce revêtement afin de protéger en particulier le piézomètre PZ1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/07/2018, article '2.2.6 suite
Thème(s) : Risques chroniques, CHAPITRE 2.2. COMPLÉMENTS, RENFORCEMENT DES PRESCRIPTIONS GENERALES
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : « Sols et sous-sol » suite À défaut de proposition réalisée par l'exploitant concernant le programme de surveillance des eaux souterraines au droit et à l'aval de son site, et à partir du 1^{er} mars 2019, l'exploitant met en place le programme de surveillance suivant, Ce programme est complété, le cas échéant, par les propositions de l'exploitant demandé au II . du présent article : Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine en vigueur (code de la santé publique : arrêté du 11 janvier 2007). L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :</p> <p>Ouvrage 1 amont et 2 à l'aval du site</p> <p>Paramètre Nom Hydrocarbures dissous Benzène Éthylbenzène Toluène Xylène</p> <p>Code SANDRE 2962 1114 1497 1278 1780</p> <p>Fréquence des analyses ouvrage Semestrielle hautes eaux et Basses eaux</p>
<p>Constats : l'exploitant nous a remis le bilan des analyses effectuées par TERREST Ingenierie, sur les 3 piézomètres, pour la période 2019-2022 (bilan quadriennal et les résultats des analyses effectuées en novembre 2022).</p> <p>Ce bilan fait apparaître les éléments principaux suivants:</p> <p>- campagne du mois de Novembre 2022 (période des hautes eaux):</p> <p>Les substances suivantes ont été détectées (teneurs > LQ) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - arsenic (PZ1, PZ2), nickel (PZ1) - HCT (C10-40) en PZ1 (1200 µg/l) et PZ2 (20 µg/l) - HC (C5-C10) en PZ1 (720 µg/l) - BTEX en PZ1 : benzène (9,6 µg/l), toluène, éthylbenzène, xylènes <p>Les teneurs en arsenic, HCT et benzène relevées au droit de PZ1 sont supérieures aux « valeurs seuils retenues pour l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines » du SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027.</p> <p>- bilan quadriennal 2019-2022:</p> <p>Les données collectées sur quatre ans mettent en évidence plusieurs contaminations de la nappe par les hydrocarbures au droit de PZ1.</p> <p>Les teneurs les plus élevées ont été relevées en juin 2019 (BTEX), octobre 2019 (hydrocarbures de type gasoil), juin 2021 et juin 2022 (hydrocarbures de type huile), ce</p>

<p>qui semble indiquer des évènements distincts, et/ou une remobilisation cyclique des hydrocarbures.</p> <p>Bien que PZ1 soit le piézomètre « amont » du dispositif de surveillance, tout laisse supposer que ces pollutions trouvent leur origine à proximité immédiate de l'ouvrage. Le séparateur à hydrocarbures, les réseaux attenants et l'absence de dalle béton à l'aplomb de celui-ci peuvent être évoqués comme des sources potentielles</p> <p>Les analyses réalisées sur les autres piézomètres montrent une dispersion limitée des hydrocarbures vers PZ2 et, dans une moindre mesure, vers PZ3.</p> <p>En comparaison aux « valeurs seuils retenues pour l'évaluation de l'état chimique des eaux souterraines » (SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027), des dépassements ont été constatés en novembre 2020 pour l'arsenic et les HCT au droit de PZ2. Depuis lors, aucune contamination notable des eaux souterraines n'est à signaler au droit des points de contrôle situés en aval du site.</p> <p>De manière secondaire, un impact en arsenic est relevé en PZ1 et PZ2. Celui-ci pourrait être lié à la qualité des remblais présents sur le site. Un diagnostic des sols réalisé en 2018 (Terrest Ingénierie, rapport TSP18.0179, version 2 du 19/01/2019) avait mis en évidence la présence de remblais noirâtres contaminés par les éléments traces métalliques. A noter que les remblais sont également contaminés par d'autres métaux (cadmium, cuivre, plomb, nickel, zinc), sans conséquence majeure sur la qualité des eaux souterraines.</p>
<p>Observations : La surveillance de la qualité devra être poursuivie compte tenu des résultats du bilan quadriennal.</p> <p>La protection de l'ouvrage PZ1 devra être améliorée par la mise en place d'un revêtement étanche (béton) au niveau du décanteur-séparateur.</p> <p>Ces travaux devront être réalisés dans les meilleurs délais.</p> <p>L'exploitant informera l'Inspection des installations classées des dates prévisionnelles des travaux et fera parvenir, à l'issue des travaux, des photos montrant le secteur concerné par l'implantation du décanteur-séparateur.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>